

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce mardi 20 septembre 2022

SOMMAIRE

- New-York : des chefs d'Etat débutent leurs discours à la tribune de l'ONU ce mardi
- CENI : arrivée du premier lot des kits d'enrôlement des électeurs, début mercredi du test grandeur nature à Luozi
- Conflit Teke-Yaka : Martin Fayulu y voit une main noire
- RDC : Daniel Ngoy Mulunda quitte la prison de Kasapa ce lundi, bénéficiant d'une liberté provisoire
- La justice s'active pour le cas Vidiye Tshimanga: 1er acte, mercredi au Parquet Général près la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe
- Nord-Kivu : la société civile appelle à la restauration de l'autorité de l'Etat dans toute la province
- Le chef de l'ONU appelle à la solidarité mondiale en faveur de « l'école du 21eme siècle »
- Droits des Femmes : sur Twitter, des Congolaises ont discuté " des challenges que rencontrent les femmes en quête d'emploi "
- Lubero : 2 morts lors d'une incursion des Mai-Mai / Chandenga à Bashaga
- Agression dans l'Est : « Le M23 est aujourd'hui une armée moderne avec des équipements plus perfectionnés que ceux de la Monusco » (António Guterres, SG de l'ONU)

1. DROITS HUMAINS

RDC : Daniel Ngoy Mulunda quitte la prison de Kasapa ce lundi, bénéficiant d'une liberté provisoire

Daniel Ngoy Mulunda Nyanga, ancien président de la commission électorale nationale indépendante (CENI) a quitté la prison de Kasapa ce lundi dans l'avant midi. Il est bénéficiaire d'une liberté provisoire signifiée depuis la semaine passée. "Une décision de mise en liberté provisoire a été rendue aujourd'hui par la Cour de Cassation mais n'est pas encore notifiée. Elle est assortie de paiement d'une caution de deux millions de francs congolais, soit

1.000 dollars américains", a précisé l'un de ses avocats, Maître Jean Mbuyu, l'un des anciens conseillers en matière de sécurité de Joseph Kabila, président honoraire de la RDC. Le collectif des avocats de l'ancien patron de la commission électorale nationale indépendante (CENI) a également précisé que leur client a été déposé à sa maison de Lubumbashi aux environs de 11 heures de ce lundi.

La justice s'active pour le cas Vidiye Tshimanga: 1er acte, mercredi au Parquet Général près la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe

Vidiye Tshimanga, ancien Conseiller Spécial du Chef de l'Etat en matière stratégique, est invité au Parquet Général près la Cour d'appel de Kinshasa / Gombe en date du 21 septembre 2022. Cette invitation signée ce lundi 19 septembre fait suite au scandale qui a défrayé la chronique depuis la semaine dernière lorsqu'une vidéo montrant Vidiye Tshimanga en train de proposer aux pseudos investisseurs ses services pour l'acquisition des licences minières en RDC, a fait le tour de la toile.

Ce conseiller a été filmé en cachette. Cependant, selon lui, il s'agit d'un « grossier montage et des calomnies qui ont porté atteinte à sa dignité et à celle du Chef de l'Etat ». Face au tollé, il a présenté sa démission auprès du Chef de l'Etat. À la suite de cette affaire, plusieurs acteurs de la société civile ont exigé une enquête « plus vaste qui viserait tout l'entourage de Félix Tshisekedi ».

Nord-Kivu : la société civile appelle à la restauration de l'autorité de l'Etat dans toute la province

La société civile du grand Nord du Nord-Kivu appelle le gouvernement à tout mettre en œuvre en vue de restaurer l'autorité de l'Etat dans cette province. Elle estime que cela permettra de neutraliser tous les groupes armés locaux et les ADF, auteurs de plusieurs exactions et tueries des civiles dans la région. Cette recommandation est assortie d'une déclaration faite par les coordinations de la société civile locale à l'issue d'une rencontre samedi 17 septembre à Lubero. Quatre coordinations de la société civile se sont mises ensemble pour diagnostiquer la situation sécuritaire dans la partie Nord de la province du Nord-Kivu. Il s'agit des coordinations des territoires de Lubero et Beni, mais également des villes de Beni et Butembo. Elles sont parties du constat de tuerie sans fin des personnes innocentes, perpétrées principalement dans la région de Beni et Ituri par des rebelles des ADF depuis 2014, appuyés par des groupes armés locaux. Dans leur communiqué final, elles ont également évoqué l'occupation de la cité de Bunagana dans le territoire de Rutshuru par les rebelles du M23. C'est ainsi qu'elles demandent aux forces armées congolaises de mener des actions offensives pour libérer cette cité des mains de ses envahisseurs.

2. DROITS DES FEMMES

Le chef de l'ONU appelle à la solidarité mondiale en faveur de « l'école du 21ème siècle »

Au dernier jour du Sommet sur la transformation de l'éducation, lundi, António Guterres a promu une transformation, plus qu'une simple réforme, d'un système éducatif qui « aggrave les inégalités au lieu de nous rassembler », préconisant une éducation de qualité accessible à tous, prodiguée tout au long de la vie et adaptée aux besoins de la société et du travail au 21ème siècle. Encourageant une refonte de la formation des enseignants et des efforts contre la fracture numérique, il a appelé à la solidarité mondiale dans le financement prioritaire de l'éducation grâce à l'appui des institutions financières. « *Je me considère comme un étudiant à vie* », a confié le Secrétaire général de l'ONU, aux étudiants, enseignants et à tous les participants du Sommet sur la transformation de l'éducation, qui a débuté vendredi 16 septembre au siège des Nations Unies à New York, avant de rappeler, comme une autre touche personnelle à son discours, la grande source d'inspiration qu'a représenté son activité passée d'enseignant. « *Chaque personne ici présente sait que l'éducation transforme les vies, les économies et les sociétés* », a déclaré le chef de l'ONU, « *mais nous savons qu'il nous faut transformer l'éducation car elle traverse une crise profonde* ».

RDC : sur Twitter, des Congolaises ont discuté "des challenges que rencontrent les femmes en quête d'emploi"

Défis, voies et moyens pour contourner certaines difficultés, pendant trois heures, le 18 septembre sur Twitter, près de 1700 personnes ont discuté des réalités rencontrées par les femmes sur le marché de l'emploi. Le rendez-vous est parti d'un constat. Bien que la RDC s'est engagée à réduire les disparités entre les femmes et les hommes à travers la signature et la ratification de plusieurs instruments juridiques au niveau international, régional et national, d'énormes challenges, des réalités récurrentes ou cachées rendent la femme vulnérable et constituent un frein à son épanouissement. S'appuyant sur le récent rapport de la Banque Mondiale qui indique que seules 62 % des femmes font partie de la population active en RDC et à peine 6,4 % d'entre elles ont un emploi salarié, Hatton Mianda, l'une de deux animatrices a également épinglé les obstacles énumérés par le Bureau international du travail (OIT). A savoir, le conformisme culturel, le faible niveau d'éducation et de compétence des femmes, le harcèlement ainsi que les agressions sexuelles...

Sud Kivu : Des femmes journalistes de la sous-région des Grands Lacs appelées à intégrer l'égalité du genre dans leur production

Réunies dans la ville de Bukavu en République démocratique du Congo, ces femmes partagent leur expérience sur le genre dans les médias : des défis et avancées. Des assises organisées par l'Association des Femmes des Médias, AFEM – RDC en partenariat avec la Direction du Développement et de la Coopération Suisse, qui rentre dans le cadre du projet : « amélioration de l'intégration du genre dans les médias par le renforcement des capacités des femmes journalistes et le réseautage ». Dans son exposé sur les avantages de l'intégration du genre dans les médias, la Chargée de programmes à l'Association des Femmes des Médias, AFEM Eliane POLEPOLE invite des journalistes à ne pas transmettre des valeurs stéréotypées et à ne pas entretenir des discours discriminants à l'égard des femmes. Elle fustige du fait que les femmes sont sous-représentées dans les médias et s'il y a des femmes, elles occupent moins souvent des postes de responsabilité. Dans la foulée, elle déplore du fait aussi que le contenu médiatique donne moins la parole ou presque pas à la femme. « ... *Le journalisme sensible au genre consiste à établir l'équilibre, l'égalité des genres dans le traitement de l'information en portant, entre guillemet : des lunettes genre... c'est-à-dire en donnant les mêmes chances de prise de parole aux hommes et aux femmes dans le traitement de l'information ou dans la réalisation d'une émission,* » indique Eliane POLEPOLE

3. SITUATION POLITIQUE

New-York : des chefs d'Etat débutent leurs discours à la tribune de l'ONU ce mardi

Plus de cent cinquante chefs d'Etat et de gouvernement du monde vont, à partir de ce mardi 20 septembre à New-York, se succéder à la tribune de la 77ème Assemblée générale de l'ONU. En sa triple qualité de président de la RDC et président en exercice de la CEEAC et de la SADC, Félix Tshisekedi devrait prendre la parole du haut de la tribune des Nations unies mercredi 21 septembre à l'occasion de cette assemblée générale exclusivement présentielle. Selon Giscard Kusema, directeur adjoint de la Cellule de la Communication présidentielle, Félix Tshisekedi va prendre la parole cette fois-ci dans un contexte particulier, où la RDC subit une agression par l'un de ses voisins. « *On attend de lui une prise de position par rapport à la politique interne, par rapport à ce contexte particulier de l'agression de notre pays par l'un de ses voisins, le Rwanda* », a-t-il expliqué.

CENI : arrivée du premier lot des kits d'enrôlement des électeurs, début mercredi du test grandeur nature à Luozi

Le Rapporteur de la commission électorale nationale indépendante (CENI), Patricia Nseyi, a réceptionné, ce lundi 19 septembre, à l'aéroport international de Ndjili à Kinshasa, le premier lot des kits d'enrôlement des électeurs fourni par l'entreprise sud-coréenne Miru

Systems. " Notre présence à l'aéroport international de Ndjili s'inscrit dans la suite de la mission que nous avons effectuée à Séoul, en Corée du Sud, pour lancer la production des kits d'identification en vue de l'enrôlement des électeurs. Aujourd'hui, notre partenaire, le fournisseur Miru Systems nous a fait parvenir un premier lot de ce matériel pour vérifier leur fiabilité et leur fonctionnalité avant une production à grande échelle. La CENI, c'est-à-dire, le Président Denis Kadima Kazadi, les membres de la plénière, les cadres et agents sont déterminés à organiser les élections dans le respect du délai constitutionnel. Nous sommes heureux de recevoir cette première livraison, d'autant que notre partenaire a respecté le délai convenu ", a indiqué Mme le Rapporteur de la CENI. La CENI va désormais se mettre au travail pour le test grandeur nature. Ce dernier a pour objectif de vérifier la conformité du matériel proposé par le fournisseur en rapport avec les exigences fixées par la CENI dans le dossier d'appel d'offres international et de s'assurer de la fonctionnalité de ce matériel.

Conflit Teke-Yaka : Martin Fayulu y voit une main noire

Le Président National du parti ECIde, Martin Fayulu est revenu, ce lundi 19 septembre, avec insistance sur la situation d'insécurité à Kwamouth et dans les contrées environnantes dans son message adressé au peuple congolais. D'après lui, cette situation d'insécurité qu'il a dénoncée dans ses messages du 24 août et du 5 septembre, évolue dangereusement vers une catastrophe, en gagnant les contrées environnantes. Dans son message parvenu à POLITICO.CD, Martin Fayulu insinue « qu'il y a effectivement quelque chose d'anormal dans cette situation ». « ...Beaucoup d'indices semblent nous orienter vers une opération structurée et commanditée de déstabilisation de notre pays. Car, certains villageois confirment la présence de personnes étrangères à cette région. Il y a donc une main noire derrière ces actes ignobles », a-t-il soutenu.

4. SECURITE

Lubero : 2 morts lors d'une incursion des Maï-Maï/Chandenga à Bashaga

Deux personnes ont été tuées ce lundi 19 septembre au village Musenda, dans la chefferie de Bashaga, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu), lors d'une incursion des miliciens Maï-Maï du groupe Chandenga. D'après le fonctionnaire délégué du gouverneur à Mubana, Mumbere Amini, ces Maï-Maï en connivence avec un certain chef milicien Chiyibunya Etoile, sont venus de Kaviniro, village situé à la limite avec la chefferie des Bashu. Ils ont échangé des tirs avec les FARDC pendant environ 4 heures, au cours desquelles un militaire et un civil ont été tués, affirme-t-il. Il parle également des dégâts matériels et de vol des biens des habitants par ces miliciens.

Agression dans l'Est : « Le M23 est aujourd'hui une armée moderne avec des équipements plus perfectionnés que ceux de la Monusco » (António Guterres, SG de l'ONU)

Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres a reconnu sans détour, l'impuissance et l'incapacité des forces onusiennes [Monusco Ndlr] à résoudre le casse-tête d'insécurité dans la partie Est de la République Démocratique du Congo marqué par la résurgence des groupes armés locaux et étrangers, mais surtout avec l'exhumation du Mouvement du 23 mars, considéré par le gouvernement congolais comme mouvement terroriste, qui occupe plusieurs entités dans le Rutshuru et plus particulièrement la cité Frontalière de Bunagana depuis plus de 3 mois. Au cours d'une interview accordée à la Radio France Internationale le dimanche 18 septembre, le SG de l'ONU a affirmé que le M23 est mieux équipé que la Monusco. À l'en croire, le M23 est aujourd'hui une armée moderne avec des équipements plus perfectionnés que les équipements des forces onusiennes. « Le M23 a été comme vous le savez la raison de ces dernières manifestations, le fait que les Nations unies ne sont pas capables de battre le M23. La vérité, c'est que le M23 aujourd'hui est une armée moderne, avec des équipements lourds qui sont plus perfectionnés que les équipements de la Monusco », a-t-il affirmé. S'agissant de la source des moyens du M23, António Guterres a tout simplement indiqué qu'ils viennent de quelque part sans fournir le moindre détail contrairement aux allégations des autorités congolaises qui accusent le Rwanda de fournir les équipements militaires au M23.